

[Texte]

You spoke earlier, Ms Rebeck, about a day of remembrance and a day of commemoration around December 6. I have had a private member's bill in since last February asking for a day of remembrance and day of action on the issues of violence against women. I would appreciate your support on that private member's bill.

One of the other things I have called for, and which I think Ms Rebeck touched on—the decision last week in Quebec, where the man got probation for murdering his wife—is mandatory gender sensitivity training for the judiciary. Although there is some voluntary component to it, I believe very strongly that it must be mandatory, because the people who most need it are not going to take part in a voluntary kind of project.

To respond to what Ms Fernandez said at the beginning of her remarks, a question about transition home funding, I think the project you are referring to is the one Ms McGrath talked about later, the initiative that was announced in early 1988 to build the 500 beds that the government spoke of, which included Project Haven. I have done some follow-up on that project. The last time I checked was in February/March of 1990. At that point, over two years later, only 49 beds had been created out of that target of 500. I am doing some follow-up on that now, so I can certainly report on that.

I have three questions I would like you to expand on. One is the relationship between the access to firearms and violence against women. Victims of firearm crimes are predominantly women; there is a much higher percentage of women. I wonder how you feel about the decision of the Minister of Justice to sideline their own bill, Bill C-80, to a special committee for more study.

My second question deals with economic violence against women. I wonder if you would expand on the relationship between violence against women and women's social and economic position in our society. We saw the employment equity report that was tabled in the House last week. Once again there is minimal progress towards the target groups, women, visible minorities, disabled, native peoples. I know that NAC has called for strengthening the employment equity bill. I want to ask you how you feel it should be strengthened to be made more effective.

Also, you have called for a royal commission on the status of women. I wonder if you would expand on the mandate of that royal commission. Who do you think should be on the commission? Where should these people come from in our society? Who should they be and who should they be representing?

[Traduction]

Vous avez parlé, madame Rebeck, d'une journée du souvenir et de commémoration le 6 décembre. J'ai présenté un projet de loi d'initiative parlementaire en février dernier, dans lequel je demandais que l'on déclare un jour du souvenir et un jour d'action sur les questions de la violence faite aux femmes. J'aimerais avoir votre soutien pour ce projet de loi d'initiative parlementaire.

Il y a une autre chose que j'ai demandée et je pense que madame Rebeck y a fait allusion—il s'agit du jugement prononcé la semaine dernière au Québec, soit la probation à un homme qui avait tué sa femme... Il faudrait mettre sur pied des cours obligatoires sur la sensibilisation au sexisme à l'intention des membres de la magistrature. Il est possible de prévoir des éléments facultatifs, mais je pense qu'il faudrait que ces cours soient obligatoires, parce que ce sont les personnes qui en ont le plus besoin qui refuseront de participer à un projet de cette nature si l'adhésion est facultative.

Je vais répondre à ce que madame Fernandez a déclaré au début de ses remarques, la question qui portait sur le financement des maisons de transition. Je pense que le projet auquel vous avez fait allusion est celui dont M<sup>me</sup> McGrath a parlé plus tard, initiative annoncée au début de 1988, prévoyant l'aménagement de 500 lits, selon l'annonce du gouvernement et qui comprenait le projet Haven. J'ai fait un peu de suivi sur ce projet. La dernière fois que j'ai vérifié remonte à février/mars 1990. À ce moment-là, donc deux ans plus tard, sur la cible initiale de 500 lits, 49 lits seulement avaient été aménagés. Je suis toujours cette question, de sorte que je serai en mesure de faire rapport à ce sujet.

Il y a trois sujets dont j'aimerais que vous me parliez. L'un est celui du rapport contre l'accès aux armes à feu et la violence contre les femmes. Les victimes des crimes commis à l'aide d'armes à feu sont pour la plupart des femmes; il y a un pourcentage de femmes beaucoup plus élevé. Je me demande ce que vous pensez de la décision du ministre de la Justice de renvoyer leur propre projet de loi, projet C-80 à un Comité spécial pour complément d'études.

Ma deuxième question porte sur la violence économique contre les femmes. Je me demande si vous pourriez expliquer davantage le rapport entre la violence contre les femmes et la situation sociale économique des femmes dans notre société. Nous avons vu le rapport sur l'équité en matière d'emploi qui a été présenté à la Chambre la semaine dernière. Là encore, les progrès concernant les groupes cibles, les femmes, les minorités visibles, les handicapés, les Autochtones, sont minimes. Je sais que le CAN a demandé que l'on renforce le projet de loi sur l'équité en matière d'emploi. Je vous demande donc si vous connaissez des façons de renforcer ce projet de manière à le rendre plus efficace.

Vous avez également parlé d'une Commission royale sur le statut de la femme. Je me demande si vous pourriez préciser le mandat qu'on pourrait confier à une telle Commission royale, et qui devait faire partie de la Commission? De quel secteur de la société ces personnes devraient-elles venir? Qui devraient-elles être et qui devraient-elles représenter?